

Les armes de l'ombre : les TIC¹ dans la "crise ivoirienne"²

Yveline DÉVÉRIN

Maître de Conférences, Département de Géographie et Aménagement - Université de
Toulouse-le-Mirail (Géographie)
Laboratoire SEDET – Université Paris –Diderot (Paris 7)

Introduction	3
I. Un "environnement" favorable aux TIC : la situation de "crise" en Côte d'Ivoire	3
A. Le coup de tonnerre de la crise ivoirienne	3
B. Un environnement technique lacunaire à fort potentiel :	4
C. La situation est paradoxale	5
II. Un rôle clef dans les actions	5
A. Le Thuraya, élément de l'équipement de la rébellion	6
B. Les cellulaires : talon d'Achille et clef de la réussite	6
C. Rôle d'Internet	8
D. Piratage de sites et de comptes mails	9
III. Une place importante dans l'analyse de la crise et les manipulations / diffusions de l'information	10
A. Élargir les débats d'idées	10
B. Des "armes de diffusion massive" : les tics et l'information	11
C. Mettre en avant certaines personnalités ou certains groupes	13
D. L'opération "Noël à Abidjan" 27 décembre 2007 – janvier 2008 : désamorcer une bombe ?	15
IV. Un outil qui devient essentiel	16
A. L'intérêt porté est à la fois économique et politique / stratégique	17
B. La nouvelle donne du "web 2.0" et la crise post-électorale de 2010- 2011	18
1. La coupure des SMS de 2011	19

¹ On utilisait l'acronyme "NTIC" pour "Nouvelles Technologies d'Information et de Communication" jusqu'au milieu des années 2000. Depuis, elles ne sont plus "nouvelles" et font, comme nous le verrons, partie intégrale de la vie courante, et on utilise TIC. Le terme recouvre en fait le téléphone portable ("cellulaire") et Internet.

² Considérant que la partie rédigée de cette communication peut être consultée par des lecteurs n'ayant pas suivi ou vécu la crise ivoirienne, certains éléments ou allusions seront explicités en note infra-paginale.

2. Les TIC permettent de contourner la censure : Internet et le nouveau souffle des réseaux sociaux de 2011 : #civ2010.....	19
Conclusion	20

Introduction

À l'heure où des cyberactivistes du printemps arabe furent en lice pour le Prix Nobel de la Paix, remettant le rôle des TIC dans les "révolutions arabes" sur le devant de la scène, il nous a paru intéressant de souligner que cette utilisation stratégique des TIC n'est pas nouvelle.

Si, historiquement, l'usage des TIC dans une lutte armée a commencé avec le Commandant Marcos au Mexique 1994 (mais pour un mouvement ponctuel), leur utilisation massive dans un mouvement de grande ampleur a commencé en 2002 en Côte d'Ivoire. Leur développement comme leur usage devient un reflet de la crise.

Comme ailleurs dans le monde, l'année 2004 marque de toute évidence un tournant, avec un point d'orgue dans les événements de novembre 2004, suite au bombardement du camp militaire de la Force Licorne (français) de Bouaké le 6 novembre.

Leur usage s'est ensuite émoussé, comme le conflit, à partir de 2007; jusqu'à cette renaissance liée au web 2.0 et aux réseaux sociaux comme pour les "printemps arabes", lors de la terrible crise post-électorale qui a secoué le pays suite aux élections du 28 novembre 2010.

Nous voulons ici nous pencher sur cette épopée des TIC dans la crise ivoirienne, à l'heure où celle-ci semble vouloir enfin se conclure définitivement³.

I. Un "environnement" favorable aux TIC : la situation de "crise" en Côte d'Ivoire

A. *Le coup de tonnerre de la crise ivoirienne*

Ce qu'il est convenu d'appeler la "crise ivoirienne" débute le 19 septembre 2002 par une tentative de coup d'État qui échoue. La France intervient le 25 septembre pour évacuer les enfants de l'école baptiste américaine de Bouaké, puis, dans la foulée, les ressortissants "étrangers"⁴ de Bouaké et, en particulier, les Français.

A la suite de cette intervention, les positions sont bloquées de part et d'autre d'une étroite zone dite "de confiance" tenue par les casques bleus de l'ONUCI et la "Force Licorne" des forces françaises opérant désormais sous commandement de l'ONUCI. Le pays est donc coupé en deux (ou trois...) zones : la "zone CNO"⁵ ou "zone nord", sous contrôle des forces rebelles, et la zone "sud" sous contrôle des forces loyales au président élu en novembre 2000, Laurent Gbagbo, séparées par la "zone de confiance" (ONUCI et Force Licorne).

³ L'ex-Président Laurent Gbagbo a été arrêté le 11 avril 2011, et le "putchiste en série" Ibrahim Coulibaly a été tué le 27 avril. On peut penser que le pays s'oriente vers la reconstruction.

⁴ Ce terme désigne en fait les étrangers non africains...

⁵ CNO : Centre Nord et Ouest

Les revendications des rebelles apparaissent vite comme politiques (citoyenneté, foncier rural, éligibilité à la présidence « *article 35* ») mais comportent aussi des revendications militaires d'hommes aigris par les inégalités d'avancement. Ces deux aspects perdureront pendant toute la crise et alimenteront sites, forums, usages du téléphone cellulaire⁶ et réseaux sociaux.

La coupure Nord / Sud est politique et non « humaine » : les familles sont des deux côtés. Une grande partie des populations originaires du « nord » réside à Abidjan. C'est un élément majeur à prendre en compte : la Côte d'Ivoire est « *mélangée* » sur tout le territoire.

B. Un environnement technique lacunaire à fort potentiel :

En Côte d'Ivoire, en 2002, le téléphone fixe est disponible sur l'ensemble des sites urbains du territoire, mais il reste limité en raison de son coût et du nombre d'installations. En revanche, il y a déjà une large diffusion du téléphone cellulaire, y compris dans les couches modestes de la population.

Ce dernier reste cependant lui aussi essentiellement urbain. Le réseau est présent dans toutes les villes, et sporadique le long des axes routiers. Il est rare ou inexistant en milieu rural. Les "télécabines" sont très répandues et permettent un accès général au téléphone, elles relèvent généralement du secteur informel : le propriétaire est abonné et revend les minutes de consommation. L'usage du téléphone cellulaire et de la télécabine sont complémentaires : on a son téléphone, à carte prépayée, rechargé au minimum, tout juste de quoi garder son numéro, et on le recharge juste avant expiration⁷. On téléphone à partir de la télécabine ou on "bipe" son correspondant pour qu'il rappelle. Ce détail aura une importance fondamentale dans le vécu des événements de fin 2002 par les populations du nord du pays.

En 2002, Internet est aussi présent sur l'ensemble du territoire, mais réservé au milieu urbain compte tenu du coût de l'abonnement (30 000 FCFA/mois) et de celui de l'équipement (matériel et environnement). Ces coûts sont difficilement supportables par des particuliers et expliquent largement le développement des accès publics – les cybercentres et télécentres (qui associent service téléphonique⁸ et service Internet). On notait en mai 2002 un peu moins de 15 500 abonnés internet (15 354) pour un effectif estimé à 70 000 internautes. La plupart des FAI sont à Abidjan sauf AVISO (Bouaké, San-pédro, Daloa) et Africa-on-line (Bouaké, San-Pédro).

Le lieu de travail et les cyber-café forment l'essentiel des lieux d'accès. Quelques familles fortunées ont Internet à domicile en 2002, mais le coût est exorbitant (30 000 F/mois alors que le SMIC est alors à 36 000 F/mois). La liaison est de mauvaise, voire très mauvaise, qualité à l'intérieur du pays. Son usage est quasi réservé au courrier électronique et à de la gestion d'entreprise. L'ADSL en train de naître pour les particuliers sur Abidjan mais ne connaîtra de véritable essor pour ces derniers qu'à partir de septembre 2005.

⁶ On nomme "téléphone cellulaire" ce qu'en France il est d'usage d'appeler "portable".

⁷ Cette pratique aura une importance majeure après le 19 septembre.

⁸ Bien que ce soit interdit officiellement, les cybercentres pratiquent la téléphonie par internet, ce qui est une de leurs grandes activités car c'est le seul moyen de téléphoner à un prix abordable à ceux de la diaspora.

C. La situation est paradoxale

On pourrait croire le cellulaire largement utilisé par l'ensemble de la population et Internet réservé à une certaine élite économique et intellectuelle. Cela est inexact, même si, de manière empirique, on tend généralement à le donner pour établi.

Ce schéma était globalement observé avant l'éclatement de la crise. Mais cette dernière est venue bouleverser la donne.

- L'analphabétisme n'est pas un frein à l'usage du net. On envoie des mails, et on surfe même si on n'est jamais allé à l'école.
- Et ceci d'autant plus que le cellulaire est très vulnérable à la crise (les émetteurs sont coupés au moindre problème, au point que l'absence de réseau conduisait immédiatement à considérer qu'il "se passait quelque chose").

En fait, les « analphabètes citadins » ne sont jamais allés à l'école, ou très peu. Mais ils ont vécu dans un environnement où l'écrit était présent. Nombreux sont ceux qui, en fait, "se débrouillent" approximativement avec la lecture, et même avec l'écriture. Ils ne peuvent pas faire de lecture "en diagonale" sur un site, mais repèrent vite comment trouver ce qu'ils cherchent, et comment le lire. De même, on retrouve certaines interventions dans les forums qui laissent apparaître une écriture complètement phonétique. Les gérants des cybers aident aussi l'internaute à surfer. Il y a moins de crainte de la souris et du clavier que du stylo et de la feuille : *"tu comprends, le A que tu tapes est exactement le même que le mien, on ne voit pas que moi, je ne suis jamais allé à l'école. Et si je me trompe, j'efface, on ne voit pas que je ne sais pas écrire"*.

Internet contribue donc, dès le début, et contribuera de plus en plus à permettre à chacun de s'informer et d'échanger. D'échanger avec tous, y compris ceux de l'autre bout du pays, ceux qu'on ne rencontre jamais parce qu'on n'est pas du même bord, et ceux de la diaspora. Les « analphabètes citadins » de la diaspora, habituellement "sans voix", deviennent pour la première fois partie prenante des débats, par le biais d'un écrit qui leur devient accessible (à la lecture comme à l'écriture).

- L'usage du sms est aussi très largement partagé, et sera progressivement de plus en plus généralisé. Il permet l'échange rapide et massif d'informations ; il n'est pas non plus soumis à ce qui serait le frein de l'analphabétisme. Au contraire, il reste d'un accès plus facile car plus général qu'Internet, quand le réseau fonctionne.

Alors que les TIC ont été négligées au début de la crise en particulier par le pouvoir, les embrasements réguliers d'Abidjan et le déroulement de la crise les ont progressivement placées au premier plan. Depuis l'été 2005, elles occupent même le devant absolu du déroulement des événements.

Le fait est que progressivement les TIC ont pris leur place, du côté rebelle, comme du côté du pouvoir. La crise ivoirienne a provoqué la multiplication de sites spécialisés (rébellion, patriotes, individus, partis).

II. Un rôle clef dans les actions

Cette place a d'abord été nette dans les « actions ». De par son principe même, le téléphone permet l'échange immédiat, indispensable à l'organisation et la coordination des actions.

Cette importance se traduit par le fait que dès 1999, en cas de trouble, les cellulaires sont immédiatement neutralisés (avant les téléphones fixes), pour

interdire tout échange d'informations ou d'instructions. En revanche, si les "fauteurs de troubles" sont favorables au pouvoir, le réseau n'est pas coupé : élément-clé à prendre en compte lors des différents épisodes de troubles, lorsqu'on ne savait pas exactement ce qui se passait ni qui menait le jeu.

A. Le Thuraya, élément de l'équipement de la rébellion

Conscients de cette menace, les rebelles étaient largement munis de Thuraya⁹ dès les premières heures. L'usage des Thuraya a été une marque importante de cette rébellion, laquelle s'avérera aussi habile à manipuler Thuraya et Internet que les gris-gris. Les Thuraya sont restés stratégiques mais onéreux et utilisés seulement en cas de « campagne ».

Ces outils technologiques ont joué un rôle déterminant dans les premières semaines. Ce rôle a été d'autant plus important que les cellulaires ont été coupés dès le premier jour. Le pouvoir d'Abidjan n'avait pas prévu une rébellion largement pourvue en téléphones satellites.

B. Les cellulaires : talon d'Achille et clef de la réussite

Mais les "Thurayas" étaient réservés, compte tenu de leur nombre et de leur coût de fonctionnement, à une faible minorité. Le fer de lance est resté le téléphone cellulaire, d'autant que dans toutes les opérations menées avec l'appui des autorités d'Abidjan, le réseau n'était pas coupé.

En 2002, le téléphone cellulaire n'a que peu servi, ne serait-ce que parce que le réseau a été coupé très vite dans la zone "nord". Son rôle a surtout été important à partir de 2003, et particulièrement lors des événements de novembre¹⁰ 2004.

Il a permis aux "patriotes" de coordonner les actions « spontanées » (à partir de janvier 2003 : janvier-février 2003¹¹, mais surtout en novembre 2004 au moment des actions « anti-françaises »). En outre, il a servi à coordonner les opérations de regroupement et d'éventuelle évacuation des ressortissants "étrangers"¹². L'ambassade de France, en particulier, donnait ses instructions et informations de cette façon (Internet était alors peu présent dans les domiciles, même chez les expatriés).

Dans cette atmosphère conflictuelle et incertaine, les SMS ont joué, de façon régulière, un rôle important (comme quelques mois plus tôt dans l'Espagne de Aznar après l'attentat du 11 mars à Madrid). A la fois comme vecteur de diffusion

⁹ Les Thurayas, du nom de la marque de téléphones satellites, indépendants, donc du réseau GSM des cellulaires.

¹⁰ Le 4 novembre 2004, le Président Gbagbo lance l'opération Dignité qui vise à reconquérir par la force la "zone nord" toujours aux mains des rebelles. Ses avions bombardent marchés (80 morts au marché de Vavoua) et lieux stratégiques, sous le regard "observateur" de la force Licorne (force française d'observation, en mission de l'ONU). Le 6 novembre, un avion du Président Gbagbo bombarde le Lycée Descartes de Bouaké, alors reconverti en camp militaire de la force Licorne. En 20 minutes, ordre est donné à la force Licorne de détruire l'aviation ivoirienne. La force aérienne est détruite, Licorne marche sur Abidjan où elle se retrouve "par erreur" devant la voie menant à la Présidence. S'en suivent quelques "jours de feu" qui verront les "jeunes patriotes" menés par Charles Blé Goudé attaquer les Français ("à chaque Ivoirien, son Français !") et affronter les forces françaises.

¹¹ En réaction aux "accords de Marcoussis",

¹² Rappelons que dans ces circonstances, "étrangers" ne désigne que les étrangers non Africains, les Africains ne sont pas concernés, même victimes de véritables pogroms.

d'informations, d'interrogations, de conseils de prudence (au cours de l'été et de l'automne 2005 en particulier), mais aussi diffusion de rumeurs.

L'usage le plus étonnant reste sans doute l'intervention en direct des opposants en exil au grand meeting du samedi 9 juillet 2005 au parc des sports de Treichville : « *Le bouquet a été, sans aucun doute, l'intervention en direct de Paris des quatre principaux leaders du RHDP. [...] Moment d'intenses émotions. Adama Bictogo, président du Comité d'organisation débout sur le podium annonce avoir au bout de son téléphone portable le président du RDR, Alassane Dramane Ouattara. C'est le comble. Une explosion de joie envahit le parc des sports : « Militantes, militants du RHDP, est-ce que vous m'entendez ? », interroge, d'une voix presque inaudible Alassane Dramane Ouattara à six mille kilomètres du lieu du meeting. « Oui, on vous entend ! », répondent en chœur des milliers de manifestants chauffés à blanc et acquis à la cause des Houphouétistes. « Bonjour à vous tous et merci pour votre grande mobilisation. Nous allons chasser, au soir du 30 octobre, par la voie des urnes, le régime fasciste de Koudou Gbagbo qui ruine l'économie et appauvrit les Ivoiriens », martèle-t-il.*

[...] *Successivement, le Président Henri Konan Bédié du PDCI-RDA, Innocent Anaky du MFA et Albert Mabri Toikeusse de l'UDPCI bien que tous absents du pays, se sont adressés aux militants de l'alliance des Houphouétistes, par la magie de la téléphonie mobile" [Le Patriote, 11 juillet 2005]*

Le FPI (parti au pouvoir) parlera ensuite avec dérision de ceux qui « *font campagne par téléphone portable* ». L'expression est encore utilisée au début 2011 pour désigner ceux qui ne combattent pas "en vrai".



Les cellulaires deviennent petit-à-petit des éléments clef de toute action. Le réseau n'a cessé de s'améliorer, la situation de 2007 n'a plus rien à voir avec celle de 2002 : ainsi, une des vidéos mises en ligne¹³ à propos de l'opération "Noël à Abidjan" montre l'organisation de la communication prévue lors de la préparation du coup d'État grâce aux cellulaires.

¹³ <<http://www.youtube.com/watch?v=NETDpXgsIVM>> encore visible le 3 janvier 2012

c. *Rôle d'Internet*

Même si Internet est, au début de la crise, rarement accessible dans les domiciles, y compris dans les classes les plus aisées, il est largement consulté dans les bureaux, dans les cybers et est très largement utilisé par la nombreuse diaspora ivoirienne.

Internet présente en effet trois avantages remarquables

- L'éloignement physique de la zone dangereuse
- L'anonymat (on signe ce qu'on veut, et on ne peut vérifier)
- On ne peut être localisé facilement.

Pour la première fois, un médium permet l'intervention "en temps réel" de la diaspora pour peser sur des opérations locales et faire des annonces de manifestations quatre coins de la planète. Diffusions de communiqués, participation aux forums, élaboration de sites de participation à l'analyse du conflit.

Il nous semble qu'à cet égard, un des sites les plus remarquables était le site satirique du "CIPDTF"¹⁴.

Il a été particulièrement remarquable parce qu'il utilisait tous les atouts d'internet et ne se contentait pas de changer de support : le CIPDTF, *Comité Ivoirien pour la Paix et la Destruction Totale de la France*... avec un humour acerbe il dénonçait certaines analyses de l'équipe présidentielle. Humour pas toujours compris puisque, bien qu'il s'affiche clairement comme un site satirique, certains commentateurs prenaient au premier degré ce qui était affirmé. Il était régulièrement dénoncé comme menant une "guerre psychologique". Il s'était donné pour mission de dénoncer les logiques du gouvernement de Laurent Gbagbo et des Patriotes. Son arme la plus utilisée était constituée d'extraits de journaux de la mouvance gouvernementale, parfois commentés. Le lien, au sein du site mais aussi vers d'autres sites, fait partie de sa technique de rédaction. Ce site était probablement hébergé à l'étranger, tout comme celui de nombre de journaux (le Jour annonce son hébergement aux USA : le bandeau annonce *Ce site est entièrement conçu, réalise et hébergé aux USA pour fournir plus d'informations indépendantes à nos aimables lecteurs*). Les pages proposées sur le net ne pourraient pas exister de façon aussi efficace sur le papier.

Le rôle d'Internet s'est encore accentué à partir du début de l'été 2005. A partir du 29 juillet 2005, le colonel **Jules Yao Yao** ancien porte-parole de l'armée ivoirienne, limogé en juillet 2005 après les massacres de Douékoué (juin) pour cause de non-conformité d'analyse avec le pouvoir utilise Internet pour y faire des déclarations qui vont marquer les esprits. Il était aussi directeur des télécommunications du Ministère de la Défense. Il avait une grande maîtrise technique de l'outil. Il lance trois appels successifs, envoyés par Internet à l'ensemble des journaux qui les reprennent (sans vérification). Le premier donne le ton « **dites non quand les ordres ne sont pas justes** ». Ceci aura d'autant plus d'écho qu'il était la figure

¹⁴ <<http://cipdf.ruwenzori.net/>>, site créé en 2004 et fermé le 15 juillet 2007 par l'hébergeur, apparemment compte tenu de certaines pratiques de l'équipe.

officielle de la lutte contre la rébellion au début de la crise, apparaissant chaque soir pour faire le compte-rendu à la télévision, terminant chacune de ses interventions par un "*haut les cœurs*" qui était devenu emblématique. Il était donc à la fois très populaire et très peu susceptible de ne pas vouloir lutter farouchement contre la rébellion.

À partir de 2005, une autre grande personnalité militaire utilise à son tour Internet pour faire des déclarations : le Général Mathias Doué, ancien Chef d'État-Major des Armées, limogé à la suite des événements de 2004 et qui avait disparu, revient au premier plan. Il cumule "lettre ouverte" envoyée aux journaux ivoiriens et interview sur RFI (à partir d'un lieu secret). Cet interview (sa voix est clairement identifiable) reprend le contenu de sa lettre, ce qui en authentifie le contenu. Il est impossible de le localiser. RFI est interdite d'ondes sur le territoire, mais accessible par Internet... L'image de l'ex-CEMA, inlocalisable dans le monde, pouvant être dans un quartier d'Abidjan, prêt à soulever des troupes ébranle la population et les militants de tous bords. Censurer ne sert pas. Au contraire, le fait d'interdire donne encore plus de poids à ce qui est dit.

Internet a alors un double rôle stratégique : désarçonner l'adversaire et diffuser de l'information, voire de la manipulation (utilisé par toutes les obédiences). Désarçonner l'adversaire d'abord : on s'interroge sur la validité du message (Internet permet un message à la fois signé et « anonyme » dans la mesure où personne ne peut attester de la qualité du signataire), puis sur la localisation de l'opposant une fois cette validité avérée. Ceci induit une incertitude source d'appréhension pour l'adversaire. Le second atout est la diffusion massive et immédiate à tous les journaux et par là à tous les internautes via les sites. On ne peut pas dire qu'on va censurer telle édition de tel journal. Par ailleurs, Internet, avec ses forums, valorise et alimente les rumeurs, arme favorite mais déjà bien ancienne.

Le 30 septembre 2005, le quotidien « Le Jour » publie un « article » signé « petit Paul » qui se dit un « confident » du Général Guéi¹⁵ assassiné aux premières heures de la rébellion. Ce texte met directement en cause le président Gbagbo, tant pour l'assassinat du Général que pour un entretien secret que ce dernier aurait eu avec Laurent Gbagbo avant les élections de 2000. Le « confident » déclare détenir une K7 vidéo de cet entretien et il promet d'intervenir régulièrement dans les journaux. En 2002, ce genre de texte arrivait dans les rédactions par fax : tel fut le cas des "confidences d'un militaire Burkinabè" qui firent grand bruit au début de la crise. La guerre devient aussi une guerre des nerfs !

D. Piratage de sites et de comptes mails

L'utilisation d'Internet pour les opérations de "cyberguerre" est classique et n'est évidemment pas absente de cette crise bien que cela n'en soit pas un des aspects les plus remarquables.

¹⁵ Le Général Guéi avait pris le pouvoir lors des événements de Noël 1999. Il a été battu aux élections de novembre 2000 à l'issue desquelles il a difficilement passé la main au vainqueur, Laurent Gbagbo. Il a été assassiné ainsi que sa famille aux premières heures de la rébellion de 2002.

Les sites des uns et des autres ont été à plusieurs reprises neutralisés (sites devenus inaccessibles). Mais, d'évidence, certains hackers ont encore fait mieux, puisqu'il est arrivé de rares fois qu'un site publie une page qui, de toute évidence, n'était pas de sa volonté.

Certains sites (par exemple le premier site de "Nord-Sud") ont enfin été rendus dangereux pour la sécurité des ordinateurs, et par là même, de fait, neutralisés.

Classiquement, la presse a régulièrement fait état de piratages de comptes mails, par exemple, des membres du FPI ou des parlementaires FPI reçoivent un mail de "de" Simone Gbagbo¹⁶, mais les instructions sont en totale incohérence avec ce que celle qui est censée être l'auteur déclare habituellement.

Tous ces éléments relèvent de la guerre, du conflit ouvert. Mais dans la crise ivoirienne, les TIC ont joué un rôle fondamental dans l'avancée des idées, au-delà de l'aspect conflictuel.

III. Une place importante dans l'analyse de la crise et les manipulations / diffusions de l'information

A. *Élargir les débats d'idées*

Parce qu'ils permettent de s'affranchir sans frais des distances et du temps (partage immédiat d'un document, même si son auteur est à l'autre bout de la Terre), les TIC ont d'abord donné immédiatement la parole à la nombreuse diaspora ivoirienne.

Cette intervention de la diaspora directement dans la crise est importante. Une tendance de fond se développe : vouloir éliminer les « vieux » de la compétition, mettre des hommes neufs qu'on voudrait non corrompus et sans passif politique. C'est en particulier le cas pour deux personnalités de la diaspora américaine qui s'affichent d'entrée comme correspondant à ce nouveau profil : Tiémoko Coulibaly qui publie plusieurs articles d'analyse de la crise dans "Le Monde Diplomatique", lance en janvier 2005 un parti politique dont il est Président (ANV – Alliance Nouvelle Vision) et ouvre un site à son nom¹⁷; et Modeste Séri (président de DJCI - Diaspora et Jeunesse de Côte d'Ivoire¹⁸).

Deux catégories d'acteurs interviennent régulièrement (et inégalement) alors qu'elles étaient jusque-là écartées de tout débat :

1/ Les jeunes et la diaspora, a fortiori les jeunes de la diaspora.

Ils interviennent dans les débats (forums, lettres ouvertes, déclarations), et même réclament alors une part du pouvoir, malgré l'éloignement, ce qui était totalement

¹⁶ L'épouse du Président Laurent Gbagbo, grande militante du FPI, et député. Elle était considérée comme une des personnalités les plus "dures" du régime.

¹⁷ < www.tiemoko2005.com/ >

¹⁸ <<http://www.cwps.org/fr6.html>> et <<http://www.cwps.org/ivorycoast.html>> ,

Impossible sans le net. Certains ont même annoncé leur candidature à la Présidence de la République via Internet comme Modeste Séri et Tiémoko Coulibaly¹⁹.

2/ Ceux qui ne sont jamais allés à l'école... les analphabètes citadins. Jusqu'alors toujours écartés de toute forme d'expression publique. Internet, les forums (qu'ils soient sur des sites de forum comme Abidjantalk) ou qu'ils soient des commentaires d'articles (par exemple Abidjan.net ou Connectioninvoirienne.net), leur permettent de lire et de participer au débat. La lecture est certes approximative, l'expression totalement phonétique, mais on s'exprime, et la parole est lue par des milliers de lecteurs du net. Le clavier et la souris inquiètent moins que le stylo et le papier.

Largement fournis en insultes et invectives de toutes sortes au début de la crise, les forums, avec le temps sont devenus plus sereins. Mais il y a toujours eu débats d'idées.

Dans certains cas, on pouvait même y apprendre des informations qui complétaient avantageusement les articles initiaux.

Notons enfin un espace propre à la participation des individuelle de ceux qui avaient des idées à afficher, mais qui pour des raisons diverses ne les affichaient pas dans la presse : la rubrique "lettre ouverte" d'Abidjan.net. Cette rubrique fut particulièrement alimentée entre 2003 et 2007. Certaines "lettres" étaient de vrais documents de réflexion et d'analyse, avec réponse polémique et débat à la suite. Un des exemples les plus notables fut la "lettre ouverte" intitulée « *Amajaro et AIG Fund : les financiers de la déstabilisation les objectifs de déstabilisation poursuivis par les financiers des mutins* » publiée le 25 novembre 2002 et signée « laurent »²⁰. Ce texte a ensuite été repris dans la presse "papier" (Fraternité matin, L'Inter) et sur la toile d'autres pays (Burkinet). A suivi le 30 novembre une réponse intitulée " *ARMAJARO et AIG Fund les raisons profondes d'une campagne mensongère*". Le premier texte a ensuite été repris plusieurs fois dans les "lettres ouvertes" d'Abidjan.net, anonymement ou signé d'un autre nom. À l'époque, il y avait eu une certaine émotion sur la toile, et les commentaires et reprises furent nombreux.

Cette participation, atténuée dans la période de "ni paix ni guerre" (à partir de 2007) a repris lors de la crise postélectorale, avec moins de vigueur toutefois qu'au début de la crise, en 2002. Entre temps s'étaient considérablement développés les usages des téléphones cellulaires, des sms, de Twitter et de Facebook.

B. Des "armes de diffusion massive" : les tics et l'information

Les TIC n'ont pas servi qu'au débat d'idées. Ils ont aussi véritablement servi d'arme de l'ombre, en jouant sur la diffusion massive d'informations... parfois réelles, parfois orientées, parfois même complètement fabriquée en vue d'intoxication... Et souvent, un subtil mélange des trois éléments

¹⁹ Annonces faites en novembre 2004 et janvier 2005, pour les élections prévues alors en 2005

²⁰ Un texte de toute évidence écrit par Guy-André Kieffer, journaliste spécialisé dans le cacao, disparu le 16 avril 2004 à Abidjan, et coutumier entre ces deux dates de publications dans les "lettres ouvertes" d'Abidjan.net. Il n'est en revanche pas certain qu'il soit l'auteur de la mise en ligne des diffusions suivantes.

- On notera, dès le début de la crise, le rôle des cellulaires avec diffusions d'information / conseils inquiétants. « Radio-trottoir » prend une autre ampleur. Ce fut par exemple, particulièrement net pendant l'été 2005, qui connut une véritable psychose de l'attente du coup d'État promis « dans les jours qui viennent » par Mathias Doué. (cf. article du quotidien Le Monde du 6 septembre « *Les SMS sont devenus une arme qui alimente la tension parmi la population* ». L'outil "cellulaire" ne sert plus à diffuser une information d'une personne à une autre, mais par le SMS, comme par la liste de destinataire dans les courriels, l'information court, se diffuse massivement. Notons que comme les forums, les "analphabètes" ne sont en aucun cas mis à part dans le processus.
- Les sites permettent, malgré les éventuelles interdictions, d'avoir accès aux journaux qui portent nombre d'informations. Difficile de faire la distinction entre l'information "de première main" et les multiples informations fausses ou destinées à conditionner les lecteurs. Quand on travaille sur la crise ivoirienne, **la question n'est pas de savoir si une information est juste ou non, mais de comprendre pourquoi elle a été diffusée.**
- Internet permet bien évidemment de contourner la censure : impossible désormais de faire taire les journaux. Tel est par exemple le cas de l'opération "nous refusons de mourir" des quotidiens d'opposition²¹ en novembre 2004. Leurs bureaux saccagés ou incendiés le 4 novembre, ils ont choisi l'édition unique et collective, sur le site du quotidien "le Jour" qui était hébergé aux États-Unis.



"Une" en ligne du collectif des quotidiens hébergé sur le site du journal "Le jour" en novembre 2004

- Internet permet la diffusion massive et rapide des idées. Impossible de le contrôler, même s'il y a eu des tentatives (par exemple, la partie forum du site Abidjan.net a été neutralisée une partie de l'été 2006).

Internet est aussi une arme de désinformation, jouant sur l'immédiateté et l'apparence, le manque de recul par rapport à l'information... Un excellent exemple

²¹ Le Patriote, 24 Heures, Le Libéral nouveau, Le Nouveau Réveil, Ivoire Matin, Le Front, L'Événement, et bien entendu Le Jour plus.

est une vidéo présentée comme celle du massacre de Duékoué²² (29 mars 2011) et publiée le 8 avril 2011. Or des articles de connectionivoirienne et France24 montrent que cette vidéo s'est avérée avoir été filmée deux ans auparavant... au Kenya ! ... liens à l'appui, le document a de toute évidence été mis en ligne deux ans plus tôt.

Mais là aussi, Internet est sa propre "antidote"... c'est par Internet qu'on retrouve la vidéo kényane... encore faut-il que quelqu'un ait l'idée de chercher... et mette en ligne l'information rectificatrice. Personne, en fait ne peut attester d'où ni dans quelles conditions le document a été filmé, en revanche, à moins d'imaginer un piratage du site hébergeur pour modifier la date de mise en ligne, on sait qu'il ne correspond pas à ce qu'il affiche la seconde fois.

Les TIC et Internet c'est aussi l'usage du courrier électronique, qui permet d'envoyer documents (y compris vidéos), liens, textes parfois très longs. Et il est possible de les envoyer d'un seul clic à un grand nombre de destinataires. Les boîtes à lettres reçoivent ainsi régulièrement des documents de toutes sortes... participant parfois largement au débat ou au combat. Notons à cet égard un exemple intéressant de courriel contenant des éléments troublants, sans qu'on puisse en vérifier l'authenticité, concernant l'argent du cacao. Ce courriel a circulé après que le "Nouveau Courrier" a voulu publier un "livre noir du cacao", ce qui valut arrestation du rédacteur en chef et fermeture du quotidien.

Le "Nouveau courrier" incriminé s'est retrouvé en intégralité en ligne... et (sans qu'on puisse avoir d'éléments concrets pour affirmer qu'il y ait un lien) des documents furent mis en ligne, non pas sur Dailymotion ou Youtube puisqu'il s'agissait de documents "texte", mais sur un site créé exclusivement à cet usage : documents secrets de la république²³. Il nous semble que ce site a eu très peu d'écho, et nous n'en avons eu connaissance qu'en cherchant à recouper des informations reçues par mail intempestif et comportant des documents sur le cacao.

Les TIC, ce sont aussi les téléphone portables avec les nouvelles fonctions : des vidéos de scènes d'hommes brûlés vif en plein Abidjan au plus fort de la crise de 2011 étaient bien réelles, tournées grâce aux téléphones cellulaires. Ici, comme dans le cadre des printemps arabes, comme partout dans le monde, les fonction du cellulaire qui permet de prendre en photo et de filmer, puis d'envoyer immédiatement partout dans le monde, fait que rien ne peut plus se faire en comptant sur le fait que cela ne se saura pas.

C'est une nouvelle étape : la complémentarité entre les fonctions "annexes" des téléphones portables (enregistrement vidéo, prise de photographie, enregistrements sonores) et la diffusion massive et immédiate grâce à Internet.

C. Mettre en avant certaines personnalités ou certains groupes

Suivre la vie des sites permet de se donner une idée de la vie "réelle"... qu'il s'agisse de partis, de personnes, de groupes.

²² <http://www.connectionivoirienne.net/on-dit-quoi-au-pays-actualites/attention-a-la-desinformation-sur-le-net-exemple-avec-une-fausse-video-du-massacre-de-duekoue/> et <http://observers.france24.com/fr/content/20110406-cote-ivoire-duekoue-massacre-net-video-desinformation-verification-propagande>

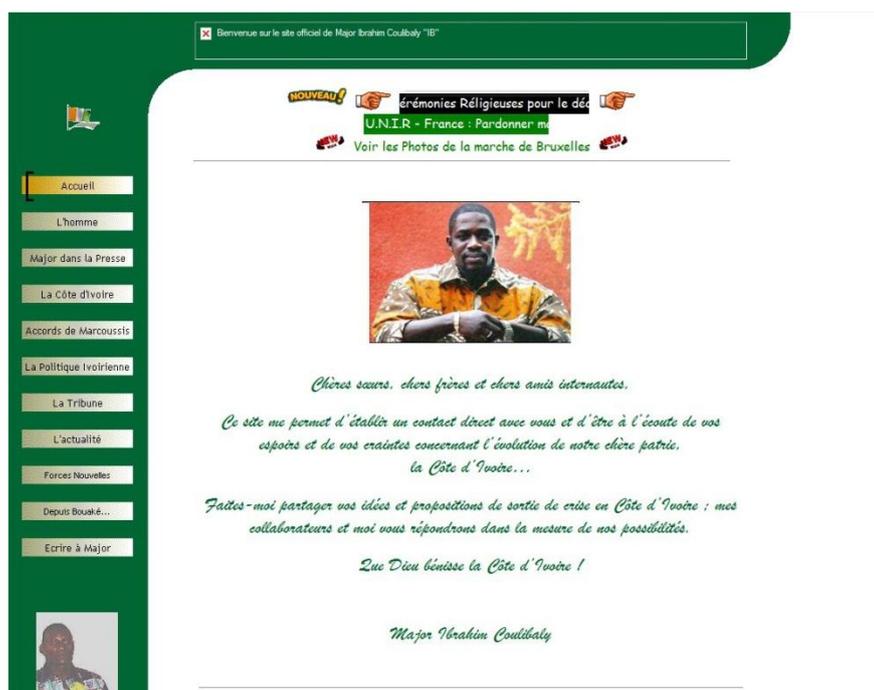
²³ <http://documentsecretsdelarepublique.over-blog.com>

Au plus fort de la crise, entre 2003 et 2007, les sites se sont multipliés, sites de partis, de mouvements ou d'individus. (de Laurent Gbagbo à Charles Konan Banny²⁴, du MPCJ²⁵ au MIDI²⁶ et au COJEP²⁷, en passant par la Compagnie Guépard de Chérif Ousmane²⁸, le Bataillon Anaconda de Wattao²⁹ [Sur fond de musique "Anaconda fait le show"] et IB³⁰ [Ibrahim Coulibaly, avec fond de musique mandingue]) et même l'énigmatique Mathias Doué³¹.

Les sites "personnels" se sont d'autant plus multipliés que dans ces années commençaient à se développer des possibilités pour de non spécialistes de créer et alimenter des sites. Le coût d'un hébergement annuel était limité (parfois gratuit, sinon, de l'ordre de 60 € [40 000 FCFA] / an.

La présentation, l'organisation d'un site permet souvent de voir "qui" est derrière, les rivalités internes (taille et fréquence des photographies des personnalités).

Certains sites sont nés pour vanter les mérites d'une personne : par exemple le site de Tiémoko Coulibaly, ou d'Ibrahim Coulibaly, mais aussi de Laurent Gbagbo. Ces sites n'ont en général pas duré au-delà du premier abonnement pour l'hébergement ou le nom de domaine.



Capture d'écran du site de "Major Coulibaly" dit IB

<http://www.ibrahim-coulibaly.com/>

Page d'accueil sur fond de musique mandingue

²⁴ <http://www.charleskonanbanny.com/> [site resté en construction, puis disparu]

²⁵ <http://www.mpci.info/> [abandonné]

²⁶ Mouvement Ivoirien pour la Défense des Institutions de Côte d'Ivoire : <http://www.midici.com> [abandonné]

²⁷ Congrès Panafricain des Jeunes Patriotes : <http://www.cojep.org/> [abandonné]

²⁸ <http://compagnie-guepard.chez-alice.fr/> [abandonné]

²⁹ <http://www.bataillon-anaconda.info/> abandonné, puis nouveau site en 2011 : <http://www.bataillon-anaconda.org/>

³⁰ <http://ww1.ibrahim-coulibaly.com/> [abandonné]

³¹ <http://www.cofrepci.org/> [abandonné]

Il en fut de même pour un site qui pourtant semblait prometteur en matière d'analyse et de réflexion de 2003 à 2005 : Démocra-ci.org³².

En fait, pour qu'un site vive, il faut non seulement le nom de domaine et l'hébergement... mais aussi l'animation qui est très prenante. Si le site ne correspond pas à un groupe volontaire, il meurt.

C'est sans doute ce qui explique pourquoi la vie des sites fut à ce point le reflet, - décalé du temps de la durée des abonnements à l'hébergement et au nom de domaine- de la vie de la crise elle-même.

C'est par exemple ce qui explique sans doute pourquoi le site de Seth Koko³³, né en février 2009 vit toujours, régulièrement alimenté de toute évidence par son titulaire. Maîtriser l'outil, c'est aussi savoir en utiliser tous les aspects, et les utiliser sur le temps long. Même dans ce monde de l'immédiat.

D. L'opération "Noël à Abidjan" 27 décembre 2007 – janvier 2008 : désamorcer une bombe ?

Un bon exemple de l'usage d'Internet comme arme, fut ce qui s'est passé après l'échec de l'opération "Noël à Abidjan" du 27 décembre 2007. La tentative de coup d'État a échoué, Jean-Paul Ney, le journaliste français qui "suivait" l'opération a été arrêté, avec toutes les vidéos qu'il avait enregistrées, mais le commanditaire, Ibrahim Coulibaly, n'a pas été capturé.

C'est à la mi-janvier 2008 qu'Internet intervient... par le biais du site "Youtube" sur lequel un mystérieux "Benhalphonse" met en ligne, les unes après les autres, progressivement, les vidéos de la préparation du coup d'État. Des vidéos manifestement filmées par Jean Paul Ney.

Pour qui s'interroge rapidement, la mise en ligne semble vouloir souligner l'implication de la France... parce que le journaliste est français, et qu'il enregistre un interview de IB "pour TF1".

En fait, la conclusion n'est pas évidente : Ney (qui travaille en free lance) peut fort bien avoir voulu préparer son reportage "scoop" avec pour objectif de le vendre ensuite.

On peut raisonnablement penser que la mise en ligne avait surtout pour objectif de montrer aux divers protagonistes que le coup était bien connu, afin de désamorcer toute autre tentative.

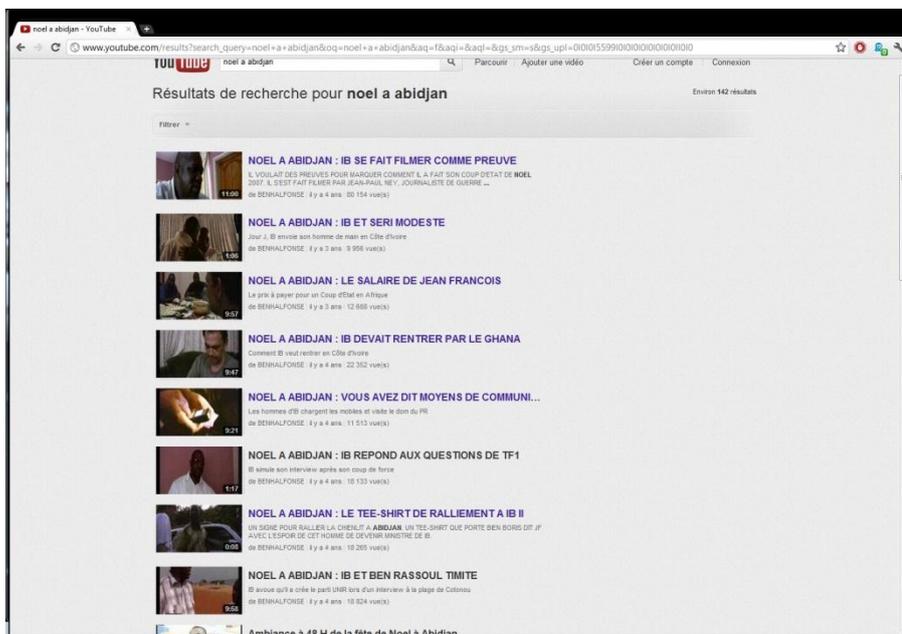
En fait, tout le monde avait intérêt à mettre ces vidéos sur Internet afin que tout le monde sache ce qu'elles contenaient... et qu'on sache que tout le monde savait... : la Présidence ivoirienne qui était visée, mais aussi le nouveau Premier ministre à ce poste depuis mars 2007, Guillaume Soro, secrétaire général des FNCI, et qui a toujours eu le soucis de se démarquer de IB.

A l'heure où ces lignes sont écrites (octobre 2011), la plupart de ces vidéos ont progressivement "disparu" : "Cette vidéo a été supprimée, car son contenu ne respecte pas les conditions d'utilisation de YouTube."

³² <http://www.democraci.org/>[abandonné]

³³ <http://www.sethkoko-blog.com/> (diaspora des États-Unis).

Leur disparition semble aussi mystérieuse que leur apparition : qu'a-t-on voulu supprimer ? Habituellement ce texte s'affiche quand il y a des problèmes de "droits"... mais ces vidéos étaient "originales" et non des documents piratés. Et toutes n'ont pas disparu... Une partie a réapparu en novembre 2011, et si l'intégralité a disparu du compte de "Benhalphonse", en revanche, on peut pratiquement tout retrouver en tapant "Noël à Abidjan" dans le moteur de recherche début janvier 2012...



Tous ces éléments montrent à quel point, petit-à-petit, entre 2002 et 2011, à la faveur de la crise ivoirienne, les TIC sont passés d'un outil marginal, ponctuel, à l'impact limité, à une véritable arme stratégique, tant pour l'attaque que pour la défense.

IV. Un outil qui devient essentiel

Au début de la crise, le pouvoir n'a pas pris conscience de l'ampleur que cet outil allait prendre. Les partis proches du président se sont intéressés aux ministères qui rapportent (finances, mines, urbanisme) ou stratégiques (débat sur la défense et la sécurité que revendiquait la rébellion), mais abandonnant le ministère de la communication à Guillaume SORO, secrétaire général du MPCI (rébellion) et celui des nouvelles technologies et des télécommunications au RDR (parti l'Alassane OUATTARA) Hamed BAKAYOKO.

Leur vision a changé ensuite, puisqu'au remaniement du 18 mai 2004, c'est Hubert OULAÏ, un membre du FPI qui prend la place de Guillaume SORO, démissionné. Il n'est pas anodin que ce soit en 2004 : cette année est en fait une année charnière à l'échelle mondiale pour l'usage massif des TIC, sur le champ politique en particulier³⁴.

³⁴ C'est en un jour et deux nuits de SMS intenses qu'à partir du soir du 11 mars 2004, José Maria Aznar, premier ministre espagnol, promis à une réélection sans problème, a été battu aux élections du 14 mars par son rival José Luis Zapatero. Toute une frange de la population a refusé d'être dupe du discours officiel sur la responsabilité de l'ETA dans l'attentat de la gare de Madrid.

A. L'intérêt porté est à la fois économique et politique / stratégique

Une illustration de cet intérêt nouveau est la guerre qui oppose le directeur de l'ATCI [Agence des Télécommunication de Côte d'Ivoire] (FPI) à son ministre depuis le début de l'été 2005 : en trois ans, on a compris que c'était stratégique d'un point de vue du conflit, mais aussi que ce secteur pouvait se révéler aussi intéressant financièrement que celui de la construction urbaine par exemple... Nous avons déjà vu l'importance de la cyberguerre, mais au-delà des sites et des mails, toute l'infrastructure devient fondamentale.

- La situation de ni paix ni guerre profite à de nombreux intervenants, des deux côtés de la « zone de confiance ». D'énormes profits sont dégagés. Un des moyens courants de "reconversion" des profits se fait en installant des cybercafés (l'accès Internet est largement un accès public). Le "cyber" est non seulement placement d'argent, mais source de revenus et élément stratégique. Ainsi, en 2005, il était impossible de connaître le nombre de cybercafés à Bouaké.
- Le cyber-café devient aussi un lieu de symbole fort en matière de communication. En juillet 2005, on inaugure le Cyber « le Bélier », cyber du PDCI, parti fondé par Houphouët Boigny, sachant que « Boigny », était son « nom de guerre » de militant, et qu'il signifie Bélier en langue baoulé, ce que tout le monde sait à Abidjan.
- Par ailleurs, l'usage d'Internet permet de comprendre certains aspects de la crise en particulier sa durée « douce ». Ce fut un moyen de communication avec l'extérieur, rendant supportable ce qui sans cela aurait risqué de conduire la population à l'émeute. En particulier à la période où les téléphones cellulaires étaient coupés : les connexions se sont faites via satellite manifestement. Korhogo avait ainsi de meilleures communications en 2003 qu'avant la crise. Il permet aussi de rester en contact avec le reste du pays : journaux, mails. On garde le contact avec la famille de l'autre côté de la ligne de "confiance". Ceci est fondamental si l'on a conscience qu'il y avait plus d'ivoirien "du nord" au sud que dans le nord lorsque la crise a éclaté. Même lorsque la coupure du pays était rigide et qu'on ne circulait pas "physiquement" d'une zone à l'autre, le lien n'était pas rompu. Cette fonction "sociale" (avant Facebook³⁵ !) a perduré en particulier du début de la crise à fin 2005.
- Enfin, ce développement des TIC, s'il profite de la situation de crise, en même temps qu'il la nourrit, va de pair avec le développement technique qui le permet, en particulier, le développement de l'ADSL sur Abidjan. Son essor est très important depuis août 2005 dans la ville, mais il était réservé à une élite qui avait les moyens financiers d'en faire une priorité. Petit à petit, en cinq ans, l'ADSL s'est répandu... au point qu'en octobre 2011, on annonce l'ADSL à Korhogo.

En 2005, le "non" au traité constitutionnel européen en France, alors que les partis politiques appelaient unanimement à voter "oui", est largement dû à la campagne qui a été faite sur Internet.

C'est enfin en août 2004 que pour la première fois a été médiatisé (par Dale Dougherty) le terme de "web 2.0" pour désigner une évolution majeure de la forme du web.

³⁵ Rappelons que Facebook (initialement réseau interne des étudiants d'Harvard) n'a été "ouvert à tous" qu'en 2006, et n'a pris d'essor qu'en 2008.

Mais les TIC, ne se réduisent pas à Internet, il faut compter avec les cellulaires (= téléphone portable, mobile) qui accompagnent aussi la crise ivoirienne :

- Ce fut d'abord (probablement involontairement) une arme : au début de la crise, les cellulaires ont été coupés dans la zone nord (rebelle), et ce, pour plus de six mois (jusqu'au 4 avril 2003). Nombre de personnes ont ainsi perdu leur numéro (système de cartes prépayées, et souvent recharge d'un faible montant (2500 FCFA) qu'on réalimente juste à temps pour ne pas perdre le numéro...
- Or avec la coupure de réseau, il était impossible de recharger même en se faisant communiquer un numéro de carte depuis Abidjan par téléphone fixe.
- Ceci a largement participé à la désorganisation sociale du nord, les gens ne pouvant plus communiquer entre eux par téléphone, et ne pouvant plus le faire une fois le réseau revenu, les numéros étant perdus. Ce fut d'autant plus lourdement ressenti que beaucoup étaient "déplacés", avaient fui les zones de combats, impossible de les localiser, ou même de savoir s'ils étaient vivants. Ceci a joué un rôle très important dans le vécu de la population, malgré les négociations avec ORANGE (ex IVOIRIS), qui a adopté une politique permettant de garder le numéro... mais pas pour ceux qui l'avaient perdu au tout début. Ceci s'est accompagné de la faillite de certains opérateurs comme COMSTAR.
- L'intérêt est ensuite stratégique : nombreuses sont les cabines télécentres tenues par des patriotes à Abidjan, ce qui est un moyen de contrôle et de surveillance (on reçoit sur son cellulaire, mais on téléphone à partir de la cabine).
- Les cellulaires sont aussi source de revenus pour de nombreux petits métiers (réparation, vente de cartes, achat, vente, désimlockage de cellulaires) et de gros profits pour certains : par exemple le CECOS³⁶ qui braque particulièrement les vendeurs de cellulaires si l'on en croit les nombreux articles de presse qui dénoncent ces pratiques.

B. La nouvelle donne du "web 2.0" et la crise post-électorale de 2010-2011

Au-delà du net, l'émergence du "web 2.0" a donné un second essor aux TIC et son rôle a été de première importance lors de la crise postélectorale de 2011, tout comme il le fut dans les "révolutions des printemps arabes".

Le web 2.0, est une évolution du web vers plus de simplicité, permettant à tous, y compris ceux qui ont peu de connaissances techniques de participer. Cela se traduit par une importante interactivité, non seulement avec le contenu initial (forum) mais aussi entre internautes (Blogs, Facebook, Twitter). Les usagers, quel que soit leur niveau technique, deviennent ainsi aussi des producteurs d'information. Cela s'accompagne du développement des réseaux, et réseaux sociaux en particulier. Si le terme "web 2.0" est né en 2004, c'est en 2007 qu'il devient un terme d'usage courant pour désigner une nouvelle pratique.

³⁶ Le CECOS est le « Centre de commandement des opérations de sécurité », unité d'élite de l'armée, mis en place théoriquement pour renforcer la sécurité à Abidjan...

Les "révolutions arabes" de 2011 en furent l'application la plus médiatisée, mais la crise postélectorale de Côte d'Ivoire ne fut pas de reste.

1. La coupure des SMS de 2011

Le précédent des événements de Tunisie et d'Égypte conduisit Laurent Gbagbo à faire couper les sms. L'opération fut sporadique en décembre 2010 et janvier-février 2011, puis les sms furent complètement suspendus à partir du 24 février 2011... jusqu'au lendemain de la chute de Laurent Gbagbo, le 12 avril 2011. Le retour des sms fut le signe partagé de ce qui devait marquer le retour à la normale.

La coupure des sms fut d'autant plus péniblement ressentie, qu'il s'agissait d'un moyen de communication particulièrement utilisé pour son faible coût et parce qu'il permettait d'échanger avec de nombreux correspondants en même temps. Il faut avoir conscience que malgré le taux d'analphabétisme, le sms est très utilisé, même par ceux qui sont "analphabètes"³⁷.

En novembre 2004, ils furent utilisés pour coordonner les opérations des patriotes et diffuser des alertes, mais l'usage en était restreint dans la mesure où tout le monde ne disposait pas d'un terminal cellulaire.

En 2011, la situation était totalement différente : le parc de cellulaires est étoffé, et le sms fait partie de la vie quotidienne.

Si les échanges "binaires" via sms n'ont pu être compensés, en revanche, les échanges d'informations d'une personne à un certain nombre continuèrent via Twitter et Facebook. Les sms étaient bloqués, mais les informations via le web 2.0 et les smartphones prenaient le relai.

2. Les TIC permettent de contourner la censure : Internet et le nouveau souffle des réseaux sociaux de 2011 : #civ2010

La publication par Internet est bien sûr la première solution retenue en cas de problème de publication "papier", comme partout (cf *supra*). On notera cependant quelques éléments originaux liés à la crise ivoirienne :

- 2011 fut une exception notable à ce principe du "contournement" de censure : alors que la presse "non bleue"³⁸ était interdite et que les journaux avaient été matériellement rendus impossibles à réaliser, même par Internet (bureaux saccagés, menaces sur les journalistes, dans une période où les morts se comptaient par dizaines dans les rues de la capitale économique). Le site Abidjan.net et la plupart des sites "portails d'information" ont alors été réduits à ne publier que les dépêches de l'AFP et éventuellement des articles de la presse française. L'information était alors telle que la France la voyait, et non telle que les Ivoiriens l'auraient exprimée.

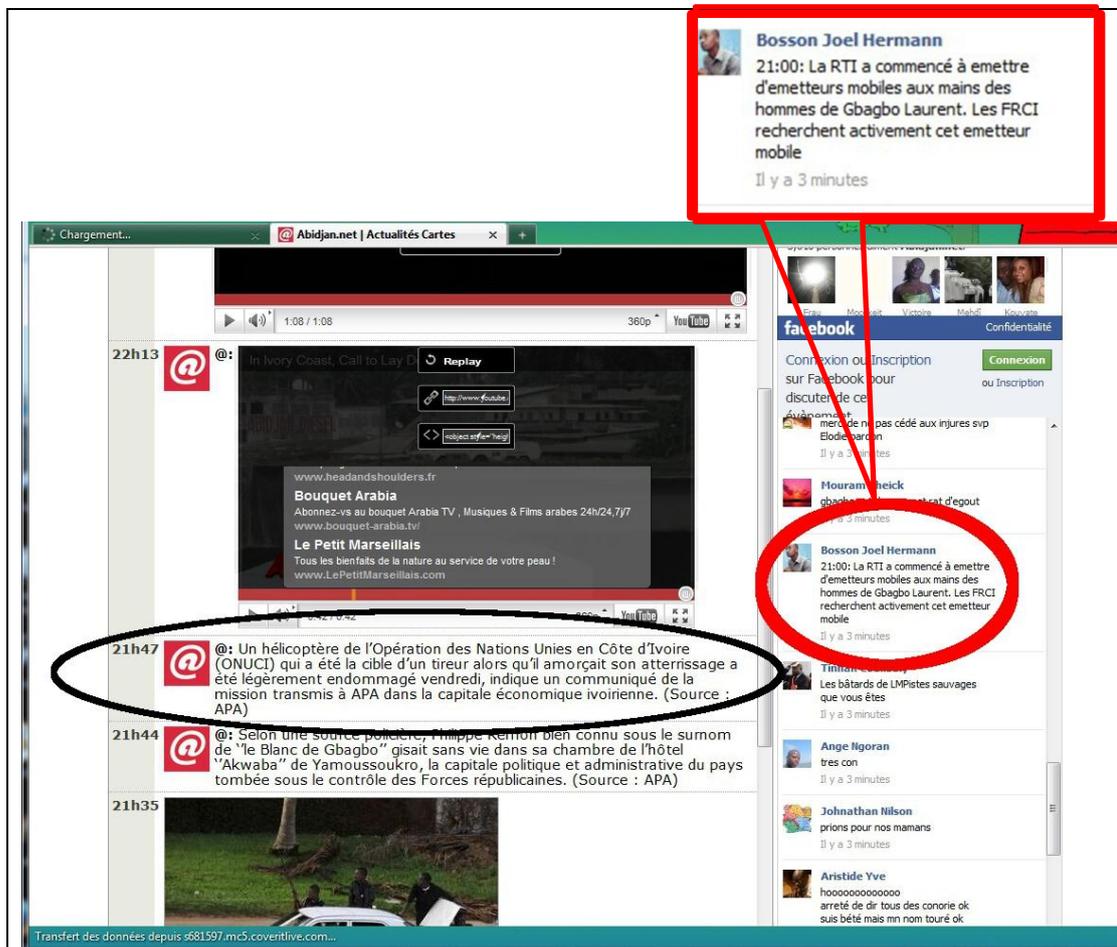
Pour contrer cet état de fait, Abidjan.net a mis en place un système qui permettait de mettre en ligne en temps réel les textes qui paraissaient sur le "chat" de leur page Facebook.

Ainsi, l'internaute de Toulouse ou de Washington... ou d'Abidjan (puisque pendant les périodes de combats, on ne pouvait sortir), pouvait participer aux discussions, mais surtout, savoir ce qui se passait en temps réel. Lorsque le signal de la RTI a

³⁷ Voir *supra* (I/ C La situation est paradoxale).

³⁸ La presse "bleue" est le terme qui désigne la presse "pro-FPI" (de Laurent Gbagbo), du nom de la couleur des bandeaux de titres.

été coupé, ce fut par ce biais que la première information a circulé. C'est par le même canal, que fut diffusée l'information de la reprise partielle d'émission, et des doutes concernant l'émission par un camion émetteur.



Les moindres évènements de chaque quartier étaient partagés avec le monde entier, pourvu qu'il fut connecté sur Abidjan.net ou abonné à #civ2010 de Twitter.

- #civ2010 ne servit pas uniquement à la diffusion d'informations ou d'échanges concernant la situation politique / des combats. Ce HashTag permit une véritable "communication parallèle". Communication d'informations diverses de la vie quotidienne, permettant de savoir en temps réel où aller s'approvisionner lors d'une accalmie, de lancer des opération d'urgence pour venir en aide à des personnes en difficulté³⁹. Le "virtuel" venait concrètement au secours du "réel".

Conclusion

Les TIC annulent la distance et les frontières. La Côte d'ivoire n'est alors plus coupée en deux, on ne sait pas si le Général Doué qui annonce préparer un putch

³⁹ Telle cette femme sur le point d'accoucher et qui ne savait où était la clinique opérationnelle la plus accessible compte tenu des combats.

le fait depuis une cachette à Abidjan ou depuis Paris, Stockholm, Accra, Ouagadougou ou Washington. Cette incertitude fait partie de la tactique militaire : on ne sait pas localiser l'ennemi qui intervient comme s'il était « à côté ». Impossible de faire fonctionner efficacement les censures. Aucun des repères habituels d'un conflit ne fonctionne.

La guerre devient une "guerre psychologique". Tous les protagonistes sont sous menace larvée permanente.

Les TIC jouent aussi comme "arme de diffusion massive" : tout est possible en matière de montages d'informations fabriquées, d'envoi de faux messages. Ceci entretient encore plus l'incertitude : c'est lui ou c'est pas lui⁴⁰ ? Techniquement, il est possible d'envoyer des messages comme s'ils venaient d'Abidjan alors que l'expéditeur est à Hong Kong. Ou l'inverse.

De nouveaux enjeux voient le jour : monopoliser des noms de domaine ou les adresses mail... n'importe qui peut ouvrir une adresse au nom du Président de l'Assemblée nationale ou du Président de la République, ou du Chef de la Rébellion, tant que cette adresse est disponible.

Neutraliser des sites, les pirater, pirater les courriers électroniques deviennent une part intégrante du combat.

Les nouveaux combattants sont des hackers... Ils peuvent être très éloignés du front. Ils opèrent dans des bureaux, derrière clavier et écrans, à l'insu de tous. La société civile, la population entière devient partie prenante, et ce n'est pas une simple formule : pour la première fois, elle participe aux débats par les forums ou les "commentaires" à la suite d'articles.

L'autre face de la médaille accompagne cette évolution : les TIC ne sont pas seulement un enjeu stratégique, mais elles deviennent aussi un enjeu financier. Ce qui semblait accessoire au début du conflit devient de première importance.

Les différents protagonistes prennent petit-à-petit conscience de l'intérêt financier des infrastructures et des services associés à ces technologies... et aussi de l'intérêt pour toute l'économie et la vie du pays. Les TIC ont changé le visage de la crise, mais la crise a favorisé le développement des TIC, en particulier du web 2.0. Par effet retour, c'est tout le pays qui bénéficie de ce développement. Déjà en 2000 des producteurs de coton du nord du pays, en suivant les cours du coton sur Internet, avaient pu obtenir 3 milliards de FCFA que les égreneurs leur refusaient, tablant sur leur ignorance⁴¹... On annonce l'ADSL à Korhogo pour 2012 : plus personne ne pourra jouer sur l'ignorance des producteurs. En matière de développement aussi les TIC deviennent des outils majeurs⁴².

Personne ne peut non plus compter sur le "sous-développement technologique de l'Afrique". En moins de dix ans, le continent est devenu la seconde aire de clientèle des opérateurs de téléphonie mobile, derrière l'Asie ! En novembre 2011,

⁴⁰ Ce fut par exemple le cas lorsque Mathias Doué a envoyé sa déclaration menaçant de coup d'État le 18 août 2005... seul son interview sur RFI le 20 août, en permettant d'authentifier sa voix, en a validé le contenu.

⁴¹ *Coton : Internet fait rentrer les ristournes aux producteurs*. Boni Kabie, Syfia, 1^{er} octobre 2000

<http://www.syfia.info/index.php5?view=articles&action=voir&idArticle=1042>

⁴² Un député faisait remarquer en 2011 que ses électeurs ruraux demandent des écoles pour adultes : ils veulent pouvoir lire les sms et en envoyer sans passer par un intermédiaire.

l'Afrique compte 500 millions de carte sim⁴³ pour un peu plus d'un milliard d'habitants⁴⁴... C'est la plus forte croissance au monde : on attend 600 millions d'utilisateurs en 2016. Pour certaines fonctions comme le transfert d'argent par téléphone⁴⁵ l'Afrique est en pointe au niveau mondial.

Gouvernance, droits de l'homme, développement, quel que soit le domaine, avec le web 2.0 et les smartphones, on ne pourra plus jamais tabler sur l'ignorance, ni espérer que "*personne ne saura*"⁴⁶.

⁴³ L'Afrique, nouvel Eldorado pour les opérateurs de téléphonie mobile. In *La Tribune*, 25 novembre 2011

⁴⁴ Même si l'on considère que nombre de personnes ont plusieurs cartes, pour pallier aux problèmes de fiabilité du réseau, ceci doit être nuancé par le poids très important des moins de 15 ans qui sont 41% de la population (source : INED, Population et société, juillet 2011)

⁴⁵ Initiés au Kenya en 2007

⁴⁶ En cela, il a un "avant Wikileaks" et un "après Wikileaks", mais le même mouvement touche l'ensemble des informations. Wikileaks n'était cantonné qu'aux "câbles diplomatiques".